

Penser autrement la question migratoire

François Gemenne enseigne à Sciences Po Paris et est chercheur au FNRS*, à l'université de Liège. Il y dirige l'observatoire Hugo, un centre de recherche sur l'environnement et les migrations. Pour *D&L*, il revient sur les idées reçues sur la question migratoire et leur nécessaire déconstruction.***

David Torondel, membre de la section LDH de Quimper et du collectif Citoyens solidaires de Cornouaille : vous l'expliquez largement dans votre livre, selon le pays de naissance vous n'aurez pas accès aux mêmes droits, aux mêmes conditions de vie, aux mêmes opportunités et libertés. Les Européens n'ont-ils pas conscience de cette injustice ou assistons-nous à un recul des valeurs fondamentales attachées au respect des droits de l'Homme ?

François Gemenne : oh, je pense qu'ils ont parfaitement conscience de cette injustice, mais ils ont renoncé à l'ambition de la réparer ! Je suis frappé de voir comme les ambitions de chaque pays, aujourd'hui, s'arrêtent facilement à leurs frontières nationales. Comme si l'universalisme ne valait que pour soi, que pour ceux qui se trouvent à l'intérieur de ces frontières. Et donc c'est un recul, oui, indéniablement. Parce que l'on renonce peu à peu à la dimension cosmopolitique des droits de l'Homme, on considère que certains en sont moins dignes que d'autres. Qui porte encore un projet cosmopolitique, aujourd'hui ? Qui considère encore véritablement que les avancées, les droits, doivent s'appliquer à tous, au-delà des frontières nationales ? C'est une tendance générale, qui dépasse largement les droits de l'Homme. Les luttes sociales, aujourd'hui, ne se conçoivent plus guère

que dans le cadre étroit des frontières nationales. Idem pour la lutte contre le changement climatique : il s'agit avant tout de « faire sa part », et au diable les conférences internationales pour coordonner l'action collective...

Il y a pourtant une injustice fondamentale qui devrait nous révolter : l'injustice du lieu de naissance, qui s'ajoute au privilège de classe. Il me semble qu'il y a quelque chose d'insupportable à ce que tant d'éléments de la vie des individus soient déterminés par quelque chose qu'ils n'ont pas choisi : leur pays de naissance. La gauche s'est largement construite autour de la lutte des classes, de la lutte contre cette injustice de la classe de naissance. Je me désole qu'elle ait largement abandonné le combat contre l'injustice du lieu de naissance.

Vous écrivez que le débat sur les migrations est souvent purement idéologique et déconnecté des réalités. Comment voyez-vous le rôle et la place des chercheurs ?

Oui, c'est un débat qui ne tient plus du tout compte des réalités des migrations, mais qui repose uniquement – ou presque – sur des principes idéologiques ou des présupposés qui n'ont plus rien à voir avec ces réalités. C'est d'ailleurs une grosse source de

tensions, dans le débat public : toute une série de principes fondateurs de la société française (le « pays des droits de l'Homme », la « terre d'asile », l'égalité, la fraternité...) ont largement perdu de leur matérialité, pour devenir des antennes qu'on répète en faisant de petits bonds nerveux sur sa chaise dans des débats télévisés.

Et depuis les années 1980, l'extrême droite est largement parvenue à imposer son narratif sur les migrations : désormais, c'est elle qui dicte l'agenda et qui pose les questions, aux autres de faire les réponses. Et trop souvent, les chercheurs – moi le premier – se sont laissé enfermer dans ce piège : nous avons conçu notre rôle dans le débat public par rapport à cela, comme si notre mission consistait avant tout à débusquer les discours de l'extrême droite, à contrer les rumeurs et les mensonges, et démêler le vrai du faux. C'est évidemment nécessaire, mais c'est le rôle des journalistes, cela, pas des chercheurs ! Je refuse l'idée que mes recherches servent simplement à réfuter une idéologie raciste. Et de surcroît, nous l'avons souvent fait d'une mauvaise façon (moi en premier lieu !), en opposant des chiffres et des faits aux mensonges et aux idées reçues, convaincus que cela ramènerait de la rationalité dans le

« La fermeture des frontières sert surtout à rassurer les gens qui sont du bon côté de la frontière, à renforcer un sentiment d'identité collective qui, de plus en plus, se construit à partir de cette frontière, en opposition à ceux qui sont à l'extérieur. »

* Fonds de la recherche scientifique.

** Cette question est amplement abordée dans ses deux derniers ouvrages, *On a tous un ami noir* (voir encadré p.16) et *Dis, c'est quoi l'immigration ?* (Renaissance du livre, octobre 2020).

débat. Mais la force des idées d'extrême droite, c'est précisément qu'elles sont complètement détachées des faits et des chiffres...

Je ne pense évidemment pas que nous devons abandonner cette ambition de réintroduire de la rationalité dans le débat, mais je crois que les chercheurs doivent aussi prendre une position plus assertive, et ne pas simplement se contenter de contrer les rumeurs et mensonges : il faut également développer une force de proposition, montrer pourquoi et comment une autre gestion des migrations est possible, et dans l'intérêt de tous.

La fermeture des frontières fait partie des solutions proposées par ceux qui souhaitent stopper l'immigration. Pouvez-vous nous expliquer en quoi cette idée est simpliste et démagogique, en plus d'être profondément injuste ?

Nous restons largement pénétrés de l'idée selon laquelle les frontières seraient l'instrument à disposition des gouvernements pour gérer les migrations. Cela semble à la fois très simple et très logique : si on ferme la frontière, les gens ne pourront plus rentrer, tandis que si on l'ouvre, les

gens viendront en masse. C'est pour ça que la question de l'ouverture des frontières électrise les gens, y compris ceux qui sont plutôt favorables à l'immigration, mais qui voient cette ouverture comme la promesse d'un chaos.

Le problème, c'est que cela ne marche pas comme ça, dans la réalité : ce n'est pas le degré d'ouverture des frontières qui détermine les flux migratoires, et donc il faut arrêter de voir les frontières comme un instrument de régulation des migrations. Tout d'abord, sauf à tirer sur les gens, il est impossible de fermer hermétiquement une frontière. Quitte à tenter de la franchir dix fois, cent fois, mille fois, les gens passeront. Tous ceux qui sont à Calais, dans des conditions abominables, savent qu'ils passeront un jour. Ensuite, le besoin de migrer est tellement fort, tellement impérieux, que ce n'est pas une frontière fermée qui va décider les gens à rester chez eux. Jamais la fermeture d'une frontière ne va empêcher les migrations : elle va simplement les rendre plus dangereuses et plus coûteuses. Le business des passeurs prospère dans le lit de la fermeture des frontières, et nous nous rendons de facto coupables de ce trafic.

En réalité, la fermeture des frontières sert surtout à rassurer les gens qui sont du bon côté de la frontière, à renforcer un sentiment d'identité collective qui, de plus en plus, se construit à partir de cette frontière, en opposition à ceux qui sont à l'extérieur. C'est encore davantage le cas en période en crise : la fermeture des frontières rassure ; en cas de crise économique, de crise sanitaire comme celle qu'on connaît actuellement, et bien sûr surtout en cas de « crise migratoire ». C'est pour ça que l'extrême droite a intérêt à pousser un narratif de « crise migratoire », parce qu'un tel narratif favorise un agenda de fermeture des frontières, fermeture des frontières qui engendre elle-même la « crise migratoire ». C'est un cercle vicieux dont on ne parvient pas à sortir.

Et quand on évoque l'ouverture des frontières, on a en tête l'image de migrations chaotiques et désorganisées, qui amèneraient de nouvelles crises. Alors que c'est tout l'inverse : non seulement cela n'engendrerait pas davantage de migrations, mais surtout ces migrations se passeraient dans de meilleures conditions. L'ouverture des frontières n'implique pas leur disparition : c'est la fin des visas, pas des passeports. De

On a tous un ami noir

Pour en finir avec les polémiques stériles sur les migrations

F. Gemenne, Fayard, septembre 2020, 17 €

François Gemenne

ON A TOUS
UN AMI NOIR

POUR EN FINIR AVEC
LES POLÉMIQUES STÉRILES
SUR LES MIGRATIONS
Fayard

C'est avec beaucoup d'humour que François Gemenne nous propose de voir autrement le débat sur les migrations.

Avec une grande simplicité de langage, le chercheur belge montre que la principale inégalité dans le monde est celle du pays de naissance. En effet, selon le pays où l'on naît, d'où l'on vient, la mobilité, le droit de migrer n'est pas le même. Pourquoi, par exemple, les migrants sont des aventuriers au XIX^e siècle et des expatriés aujourd'hui quand ils sont originaires de pays du Nord, et deviennent

tantôt de la main-d'œuvre corvéable à merci, tantôt des parias, dès lors qu'ils viennent du Sud ?

Les « évidences » sont ainsi déconstruites pour nous amener à penser autrement la question migratoire et peser sur ces responsables politiques qui, après avoir considéré que l'extrême droite posait les bonnes questions, finissent par en appliquer les solutions avec une xénophobie plus ou moins consciente ou qui, dans le meilleur des cas, préfèrent se taire.

Tous les poncifs sont habilement décortiqués : frontières, causes profondes des migrations, pauvreté, climat, développement, mobilité, coûts, racisme, déshumanisation... Et quelques vérités sont remarquablement expliquées, notamment autour du « à qui profite le crime » : business du secteur militaro-sécuritaire ou passeurs qui prospèrent d'autant plus que l'on ferme les frontières.

François Gemenne refuse également l'homogénéisation du groupe des « étrangers » qui permet une forme de déshumanisation et le débat binaire entre soutiens et opposants des migrants. Les migrations sont là et il faut en quelque sorte faire avec, quelles que soient leurs évolutions, en se rappelant qu'elles ont toujours existé et sont structurelles.

Certaines de ces affirmations peuvent sans doute être contestées mais l'essentiel est de trouver dans cet ouvrage nombre d'arguments pouvant facilement être réutilisés, quitte à dépoussiérer un peu nos propres ménings.

**Marie-Christine Vergiat,
vice-présidente de la LDH**



© FISHMAN64 SHUTTERSTOCK.COM

«Je crois que les chercheurs doivent prendre une position plus assertive, et ne pas simplement se contenter de contrer les rumeurs et mensonges : il faut également développer une force de proposition, montrer pourquoi et comment une autre gestion des migrations est possible, et dans l'intérêt de tous.» (F. Gemenne)

ce fait, il serait aussi plus facile de savoir qui entre et qui sort du territoire : c'est une mesure qui amènerait à la fois davantage de liberté et davantage de sécurité ; il ne s'agit pas de sacrifier l'une à l'autre.

En septembre 2020 la Commission européenne a présenté un projet de «Pacte européen sur l'asile et la migration», proposant de grandes orientations de la politique migratoire de l'Europe⁽¹⁾. Quel est votre analyse sur cette proposition ?

Cette proposition de Pacte est une capitulation en rase campagne, qui acte l'impossibilité de mettre en œuvre une véritable politique d'asile et d'immigration au niveau européen. La Commission prétend qu'elle abandonne les injustes règlements de Dublin, mais en réalité elle en conserve

le principe, elle renonce simplement au nom. Le Pacte ne fait que pousser encore plus loin la logique mortifère d'externalisation du droit d'asile qui a fait les preuves de son échec depuis plus de vingt ans : on veut ainsi mettre en place une solidarité à la carte, où les gouvernements qui ne veulent pas accueillir de demandeurs d'asile auraient la possibilité de participer au financement des reconduites à la frontière, opérées par d'autres. On veut ainsi restreindre la possibilité de demander l'asile sur le sol européen, en mettant en

place des centres dans des pays tiers, où les demandeurs d'asile originaires de pays dits «sûrs» auraient l'obligation de déposer leur demande... Avec ce plan, la Commission européenne veut faire d'une pierre deux coups : mettre un terme à la crise humanitaire en Méditerranée, et mettre un terme à la crise politique en Europe sur ces questions, en donnant satisfaction aux pays hostiles à l'accueil. Mais elle va en réalité manquer les deux cibles, en reniant encore davantage les valeurs qui fondaient son projet politique. ●

«L'extrême droite a intérêt à pousser un narratif de "crise migratoire", parce que celui-ci favorise un agenda de fermeture des frontières, fermeture des frontières qui engendre elle-même la "crise migratoire". C'est un cercle vicieux dont on ne parvient pas à sortir.»

(1) Voir l'article de Marie-Christine Vergiat paru en décembre 2020 dans *H&L* n° 192, «Nouveau Pacte européen : les exilés toujours plus exclus» (www.ldh-france.org/hl-numero-192).